

Diplôme universitaire Action sociale et migrations

Présentation

Le DU « Action sociale et Migrations » est une formation qui **apporte des réponses concrètes à ceux et celles qui souhaitent s'engager sur la question des migrations** : travailleurs sociaux, éducateurs, enseignants, acteurs juridiques et territoriaux, bénévoles d'associations, RH, DRH, Responsables Diversité et inclusion, Responsables RSE.

Les participants acquièrent des connaissances académiques solides et participent à des temps d'échanges et d'analyse de pratiques avec des professionnels du secteur associatif et institutionnel.

La formation est compatible avec le maintien d'une activité professionnelle.

Enjeux

Se former aux migrations est aujourd'hui un impératif. D'abord parce que les phénomènes migratoires ont de tout temps été un moteur et un reflet de nos sociétés. Autrement dit, étudier les migrations, revient à comprendre les dynamiques et les structures qui donnent naissance à ces migrations, mais aussi à percevoir comment ces mobilités de populations structurent notre monde.

D'autre part, cet impératif est d'autant plus criant que les migrations contemporaines présentent de nouvelles caractéristiques : les motifs migratoires ne cessent de se multiplier, de se complexifier, les personnes migrantes jouent des rôles clefs dans nos économies et dans nos tissus sociaux, et cette réalité va durer, voire se renforcer.

Enfin, la réalité des personnes migrantes présente plusieurs urgences – humanitaires, sociales, économiques, politiques, administratives – qui ne peuvent être traitées durablement qu'en sortant des approches court-termistes.

Par conséquent, il est nécessaire que des personnes se forment et s'engagent sur la question de différentes manières : travail social, champ scolaire et éducatif, milieu de la santé, collectivités territoriales, secteurs juridiques, secteurs de l'entreprise et de l'entrepreneuriat.

Ce besoin s'exprime d'ailleurs directement sur le marché du travail. Des organismes recrutent en effet sur ces questions, des postes se développent voire s'inventent dans des secteurs comme l'action publique, le plaidoyer, la permanence juridique, la communication, l'animation, etc. Le milieu de l'entreprise commence particulièrement à intégrer l'accueil de réfugiés dans l'organisation comme politique RSE, ce qui nécessite la formation et la professionnalisation des salariés accueillants.

On constate toutefois que les acteurs engagés auprès des personnes migrantes sont souvent sur-sollicités, travaillent dans l'urgence, dans les tensions, avec peu de ressources et font face à des réalités complexes. Ils ont par conséquent besoin d'être soutenus, d'être formés, et d'échanger autour de leurs pratiques avec leurs pairs et avec d'autres acteurs professionnels.

Durée de la formation

2 semestres

Lieu(x) de la formation

- Paris

Stage(s)

Oui, optionnels

Langues d'enseignement

- Français

Rythme

- Compatible avec une activité professionnelle

Renseignements

e.morvan@icp.fr

Coût de la formation

2850 € (tarifs 2025-2026). 470€ /session

L'ICP a ouvert le DU « Action sociale et Migrations » en janvier 2021 dans l'objectif de répondre à ces besoins.

Méthodes Pédagogiques :

Dans ces objectifs, le DU "Action Sociale et Migrations" articule deux dimensions : savoir académique et analyse des pratiques professionnelles.

La formation transmet d'une part les apports de la recherche en études migratoires, dans une démarche multidisciplinaire. Les participants bénéficient ainsi du savoir développé par des spécialistes et acquièrent des connaissances solides et actualisées sur les phénomènes migratoires, afin de mieux saisir les enjeux globaux.

D'autre part, des interventions sont assurées par des professionnels des secteurs concernés (notamment de l'asile, du droit au séjour et de la protection de l'enfance), permettant le développement de réseaux et d'outils ainsi que le partage de pratiques entre pairs.

Enfin, le DU s'organise également autour de temps de témoignages des personnes migrantes qui rendent visibles les situations auxquelles ils sont directement confrontés.

Compétences visées

L'articulation de ces deux dimensions – savoir académique et retour sur les pratiques professionnelles – permet aux participants d'acquérir des compétences solides, notamment :

1. Analyser de manière spécifique la situation d'une personne migrante en situation de vulnérabilité en utilisant la méthodologie de récits de vie pour établir un diagnostic de situation et des besoins de la personne
2. Élaborer une stratégie d'action globale en tenant compte de toutes les dimensions de la vie du migrant (santé, éducation, hébergement, insertion socio-professionnelle) et toutes les actions possibles pour apporter des réponses personnalisées et adaptées pour une intégration sociale et professionnelle durable et une autonomie de la personne.
3. Accompagner les personnes migrantes en gérant le stress, les tensions et les conflits rencontrés, en adaptant sa communication pour développer des solutions de dialogue et de dépassement des oppositions et lever les freins à la réussite des démarches à entreprendre.
4. Coopérer avec d'autres professionnels en partageant une démarche interprofessionnelle éthique propre à l'accompagnement de ce type de public en situation de migration en questionnant le sens des actions individuelles et collectives pour faciliter la prise de décision et identifier des solutions d'accompagnement justes et efficaces.

Par la transmission de ces compétences, cette formation participe de façon structurante au renouvellement de l'action sociale face aux phénomènes migratoires.

Spécificités

Les participants sont suivis et encadrés par des experts pendant toute la formation et le stage sur le terrain.

Le DU s'est construit sur des partenariats forts qui permettent aux participants de bénéficier de la proximité d'acteurs fondamentaux en termes de défense des droits, politiques publiques, ou approches innovantes du social.

Cette proximité donne l'opportunité aux participants de se construire un réseau unique de professionnels compétents dans ces secteurs.

La formation est habitée d'une dimension éthique qui conduit à développer la réflexion au cœur de l'action.



<https://www.icp.fr/>

ICP

Faculté de Sciences sociales,
d'Économie et de Droit
21 rue d'Assas, 75270 Paris cedex 06
France
Centre universitaire Jean-Baptiste
de La Salle (CJBS)

Admission

Pré-requis

Formation(s) requise(s)

Pas de pré-requis

Candidature

Modalités de candidature

Les candidatures sont ouvertes du 7 avril 2025 au 10 octobre 2025 et s'effectuent directement en ligne via le bouton postuler.

Inclusion et handicap

Si vous avez des besoins spécifiques, nous vous invitons à [consulter notre politique Inclusion](#). Nous étudierons ensemble les possibilités d'adaptations afin de vous accueillir en formation dans les meilleures conditions. Vous pouvez aussi contacter le référent handicap du Vice-Rectorat à la Recherche.

Programme

Le DU s'articule en 6 sessions de 3 journées. Ces sessions sont réparties sur 11 mois, pour un volume horaire total de 138 heures. La formation débute en octobre 2025 et se termine en juillet 2026. Suite à une **session d'introduction (S1), du 22 au 24 octobre**, cinq thématiques seront abordées lors des cinq sessions suivantes :

- **S2 - Le droit au séjour et ses limites (10 au 12 décembre)** : apports juridiques sur les voies de régularisation et les mesures d'éloignement ; spécificités de droit des étrangers dans les territoires ultramarins français ; rôle des villes et de la société civile ; introduction à la sociologie des sans-papiers ; rencontres avec des acteurs associatifs engagés sur les questions de régularisation et d'insertion professionnelle des personnes migrantes.
- **S3 - L'asile, ici et ailleurs (4 au 6 février)** : apports juridiques sur le droit d'asile en France et à l'international ; apports juridiques et sociologiques sur l'accès aux études des réfugiés et demandeurs d'asile ; approche géopolitique des trajectoires de demandeurs d'asile ; rencontres avec des acteurs associatifs et administratifs sur la préparation et l'instruction des demandes d'asile.
- **S4 - L'enfance et la migration (25 au 27 mars)** : apports sociologiques sur les trajectoires des mineurs non accompagnés ; rôle du Défenseur des Enfants ; spécificités de prise en charge socio-éducative des MNA ; expérience scolaire des enfants migrants ; enfants migrants et précarité en France ; enjeux de l'insertion professionnelle des MNA ; rencontres avec des acteurs associatifs d'accompagnement juridique et socio-éducatif.
- **S5 - Corps violentés, corps souffrants (20 au 22 mai)**: quelles approches ? Approche sociologique sur la route migratoire et la mortalité migratoire ; apports juridiques sur la traite des êtres humains ; apports psychologiques sur les enjeux de santé mentale en situation de migration et sur les différents types d'accompagnement et d'intervention ; rencontres avec des acteurs médico-sociaux.
- **S6 - Migrations et Travail (1er au 3 juillet)** : apports juridiques sur les migrations et le droit du travail ; approche économique des migrations internationales ; présentation de la RSE comme instrument d'innovation sociale pour la diversité en entreprises, et des enjeux de l'accès à l'entrepreneuriat des personnes migrantes ; présentation d'outils de lutte contre les discriminations dans le monde du travail ; approche sociologique de la gestion du fait religieux en entreprise.

Les sessions 4 et 6 sont accessibles comme modules autonomes : il est possible de s'inscrire uniquement pour l'une de ces sessions.

Chaque session s'organise autour de l'articulation de quatre apports :

•



<https://www.icp.fr/>

ICP

Faculté de Sciences sociales,
d'Économie et de Droit
21 rue d'Assas, 75270 Paris cedex 06
France
Centre universitaire Jean-Baptiste
de La Salle (CJBS)

Enseignements fondamentaux : acquérir et solidifier des connaissances pour objectiver son regard

Les étudiants suivent un ensemble d'enseignements fondamentaux au croisement de plusieurs disciplines : le droit, la psychologie, la médecine, la géographie, l'économie, la sociologie, l'anthropologie, les sciences de l'éducation et l'histoire. Cette approche pluridisciplinaire permet d'explorer de façon transversale les enjeux des situations migratoires contemporaines.

•

Enseignements thématiques : appréhender les besoins spécifiques des populations migrantes

D'autres interventions permettent d'ouvrir une réflexion sur des phénomènes actuels, à partir de la présentation de recherches récentes. L'objectif est de rendre visibles les besoins spécifiques de groupes sociaux tels que les migrants environnementaux, les femmes migrantes, les mineurs non accompagnés (MNA), les demandeurs d'asile, les sans-papier, les personnes migrantes des territoires ultramarins, les enfants Roms.

•

Procédures et process : comprendre les enjeux de l'accès aux voies d'entrée légale

Un troisième volet est consacré à l'analyse des enjeux de l'accueil et du traitement de ces populations migrantes, par les acteurs, réseaux et outils concernés. Les procédures de l'accès à la protection au titre de l'asile, l'accès au droit au séjour, et l'accès à la protection au titre d'une protection de l'enfance pour les MNA sont particulièrement développées.

En filigrane, de nouvelles problématiques apparaissent : le « défi » de l'accueil digne, les enjeux de la reconnaissance de la traite, les logiques de rétention, le rôle de la société civile, l'insertion dans le monde du travail, la nécessité de l'élaboration de pratiques d'accompagnement (social et médico-social) spécifiques. Des experts engagés dans ces secteurs présentent ces problématiques de l'accès (ou du non-accès) aux voies d'entrée légale sur les territoires européens – notamment français.

•

Retour sur la pratique professionnelle : construire et ajuster son parcours d'acteurs engagés

À chaque session, lors de visites « hors-les-murs », les participants partent à la rencontre d'acteurs socio-économiques partenaires : associations, administrations, collectifs. Ces rencontres permettent de lancer une logique de partage de groupe, voire de débat. Par la diversité des intervenants, nous cherchons d'une part à travailler l'articulation de la théorie et de la pratique, mais aussi à conscientiser la diversité des actions, des réseaux, des engagements, des gestes professionnels possibles.

D'autre part, un stage, un bénévolat ou une expérience professionnelle de trois mois minimum (à temps plein ou à temps partiel) est obligatoire. Cela peut se réaliser en France ou à l'étranger, dans des contextes professionnels très variés (collectivités territoriales, ONG, associations, organisations internationales, etc.).

À partir des temps d'analyse de la pratique, des expériences de terrain, et des enseignements méthodologiques, les participants sont enfin accompagnés dans la rédaction progressive d'un écrit de recherche. Ce travail est restitué à l'oral devant un jury de soutenance composé d'un universitaire et d'un professionnel – cette soutenance est ouverte aux pairs. Ce travail de recherche peut également être valorisé dans un projet de poursuite d'études.